Octobre 2003
Edition 1, numéro 1

Le Bulletin

une publication d'informations
du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique

L'Afrique et la Guerre mondiale contre le terrorisme

La ferveur générale suscitée au lendemain des attaques du 11 septembre aux États-Unis a fait trop facilement oublier à bon nombre de personnes que les premières attaques terroristes liées à Al-Qaeda avaient eu lieu en Afrique. En 1998, les terroristes frappaient les ambassades américaines à Nairobi, au Kenya et Dar es-Salaam, en Tanzanie, tuant 291 et 10 personnes, respectivement, la majorité de nationalité africaine. Ces incidents démontrent que les nations africaines sont bien plus susceptibles d'être victimes que source de terrorisme. Malheureusement, ce fait est occulté à mesure que les sites visés par les attaques terroristes ont bien l'apparence de cibles américaines avec des pertes vraisemblablement américaines. Pourtant, même les attentats du 11 septembre, attaque directe contre les symboles de la puissance militaire et économique des États-Unis, ont causé bien plus que des pertes américaines. Des citoyens de plus de 90 pays y ont en effet perdu la vie.

La guerre mondiale contre le terrorisme est une nouvelle forme de combat. Sans frontières bien définies, sans ennemis identifiés et sans indicateurs visibles pour juger de son efficacité, la guerre mondiale contre le terrorisme est tout particulièrement sujette à des perceptions incorrectes. C'est bien là où le bats blesse quand les fausses impressions des dirigeants et des citoyens de par le monde se font trop nombreuses en jugeant de la guerre, de ses effets et de ses conséquences.

La guerre contre le terrorisme étant un sujet vivement débattu et fortement médiatisé, la perception de celle-ci est souvent influencée par les actions militaires américaines de grande envergure telles que celles menées en Afghanistan et

Suite en page 4

"De nombreux gouvernements africains ont la volonté de lutter contre le terrorisme…. Nous leur donnerons les moyens et ressources de gagner ce combat."

--Le président américain George W. Bush, le 26 juin 2003, pendant son allocution devant le Corporate Council à propos du sommet sur les affaires entre l'Afrique et les Etats-Unis.

Un nouveau directeur à la tête du CESA

Général Carlton W. Fulford
Le Directeur, CESA

Le général (à la retraite) Carlton W. Fulford Jr. a rejoint le Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique le 2 septembre 2003 en tant que nouveau directeur.

"Je suis très heureux d'avoir l'occasion de travailler avec le CESA à nouveau. J'ai toujours été impressionné par la détermination et l'enthousiasme dont font preuve les collègues que j'ai connus en Afrique et par leur souhait d'améliorer la vie des populations dans leurs pays respectifs ", a déclaré le général Fulford. "Sous la direction du Dr Walker, le CESA a acquis la réputation d'être un élément majeur de l'engagement du gouvernement américain pour la coopération avec l'Afrique. Je me réjouis de travailler avec le personnel du CESA afin de poursuivre cette importante mission ".

L'une des missions du CESA que le général Fulford a l'intention de développer est l'explication des questions et objectifs concer-

Suite en page 7

Dans ce numéro

Le Symposium Golden Spear stimule un possible accord sur la gestion des catastrophes....P. 2
La réunion s'attaque à la gestion des conflits en Afrique de l'Ouest....P. 2
La communauté du Centre....P. 3
La voix africaine....P. 5
Politique....P. 6
Calendrier du Centre....P. 7

CESA
Crystal Plaza Five, 8th fl
2211 S. Clark Place
Arlington, VA 22202
Téléphone:
001-703-602-2830
Télécopieur:
001-602-602-2879

Directeur:
Général Carlton W. Fulford

Directrice des Affaires extérieures et communautaires:
Pamela Baker-Masson

Rédacteur en chef:
Karl Hejlik

L'Université de la Défense Nationale (NDU) participe à l'enseignement dispensé aux chefs militaires et civils au travers de cycle d'instruction, de recherches et d'activités extérieures dans les domaines des stratégies nationale de sécurité, stratégie militaire et de celle des ressources nationales. Elle contribue également à fournir aux stagiaires une meilleure maîtrise des opérations interarmées et multinationales et une connaissance plus approfondie en matière de stratégie de l'information, de problèmes régionaux de défense et d'études de sécurité dans leur ensemble.

La réunion s'attaque à la gestion des conflits en Afrique de l'Ouest

Le Symposium ministériel de l'Afrique de l'Ouest du CESA (22-23 juillet 2003) n'aurait pas pu se dérouler à un meilleur moment. Alors qu'il y avait une recrudescence des combats au Libéria et qu'une mission de maintien de la paix semblait incertaine dans ce pays, un grand nombre de dirigeants d'Afrique de l'Ouest se sont réunis à Dakar, au Sénégal, dans le cadre du Symposium, ce qui leur a permis de discuter entre eux et d'échanger des idées avec des hauts fonctionnaires américains, européens et des Nations unies.

Les participants au Symposium ont examiné les résultats du mécanisme de gestion des conflits de la CEDEAO et ont élaboré des recommandations pratiques visant à améliorer la capacité et l'efficacité de cette organisation. Grâce à la politique de non-attribution du CESA, le dialogue a été extrêmement dynamique, constructif et franc. Les dirigeants africains et les responsables américains se sont également engagés sur des questions liées à la politique américaine dans la région. Certaines conférences parallèles ont abordé spécifiquement la crise libérienne, notamment des réunions du Conseil des ministres de la CEDEAO et une réunion des chefs d'état-major de la Défense des pays d'Afrique de l'Ouest. Au cours de ces réunions, les participants ont pris la décision historique d'envoyer immédiatement une force de maintien de la paix nigériane au Libéria.

La gestion des conflits est l'un des principaux piliers de la politique du président américain Bush concernant l'Afrique. Le Symposium a contribué à soutenir cette politique et à ouvrir des voies de communication entre les principaux dirigeants de tous les pays concernés.

Le symposium Golden Spear stimule un possible accord sur la gestion des catastrophes

Les dirigeants de l'Afrique de l'Est ont convenu de mettre en place un centre régional pour renforcer les efforts de gestion des catastrophes et de le doter en ressources. Cette collaboration historique a été annoncée lors du Golden Spear 2003, qui s'est tenu du 28 au 30 juillet à Addis-Abeba, Éthiopie. Organisé par le Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique pour aider le Commandement central et le Commandement européen des États-Unis, le Symposium a réuni des ministres africains des Affaires étrangères, des ministres de la Défense, des chefs d'état-major de la Défense, d'autres responsables africains et des hauts fonctionnaires représentant des organisations régionales et internationales et le gouvernement américain.

Le Golden Spear 2003 a travaillé à deux niveaux: le dialogue stratégique entre les ministres et les officiers supérieurs d'une part et des discussions opérationnelles concernant l'organisation du centre régional de coordination de l'autre. Un plan d'action pour la mise sur pied de ce centre de coordination a été élaboré par les auditeurs et ratifié par le comité ministériel, particulièrement chargé de garantir l'engagement de leur gouvernement respectif.

La série de séminaire de ce type qui a débuté au Kenya en 1999, est conçue pour promouvoir un échange d'idées ouvert et mettre au point une coopération régionale ainsi que la capacité à prévenir et à répondre aux catastrophes humanitaires.

Son Excellence Salim Ahmed Salim, ancien sécrétaire général de l'OUA, et président de la fondation Mwalimu Nyerere, le Général Abizaid, chef du commandement américain pour la zone centrale (Centcom), et l'ambassadeur Auralia B. Brazeal, ambassadeur des Etats -Unis en Ethiopie (de gauche à droite,) discutent pendant une pause durant le Golden Spear 2003.

La communauté du Centre

Ambassadeur Johnnie Carson – Etats-Unis

L'ambassadeur Johnnie Carson a rejoint l'Université de la Défense Nationale (NDU) le 20 aôut 2003 et a pris les fonctions de vice président. Diplomate de carrière, il possède une très riche expérience en affaires africaines et a tenu un certain nombre de postes en Afrique dont le plus récent comme ambassadeur des Etats-Unis au Kenya de 1999 à 2003. Il a été par ailleurs ambassadeur au Zimbawé et en Ouganda ainsi que principal adjoint du sous secrétaire d'état au bureau des affaires africaines.

Ami de longue date du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, l'ambassadeur Carson a pris part à bon nombre de ses activités.

Le vice président descendant,n l'ambassadeur Robin Lynn Raphel, occupera le poste de directrice de service du bureau de la reconstruction de l'Irak au département d'état américain, bureau des affaires du Proche-Orient. Elle a été conférencière au cours du séminaire sous- regional du Centre de l'Afrique à Maputo, Mozambique au mois de septembre 2002.

Le général de division Papa Khalilou Fall – Sénégal

Le Général Fall a été nommé chef d'état major général des forces armées du Sénégal le 13 August 2003 en remplacement du général de division Babacar Gaye. Le général Fall avait été récemment promu au rang de général de division le 1er Janvier 2003, et remplissait simultanément les fonctions de commandant de la force de la mission de la Cedeao en Côte d'Ivoire. Il a aussi été inspecteur général des forces armées sénégalaises. Le Général Fall a également rempli les fonctions de conseiller spécial du premier ministre pour les affaires de sécurité nationale, et a été commandant du bataillon des forces spéciales de la mission de paix de l'ECOMOG au Libéria.

Le Général Fall a été facilitateur à plusiers séminaires du CESA, à commencer par le programme inaugural qui a eu lieu au Sénégal au mois de novembre 1999

L'honorable Mark Bellamy – Etats-Unis

L'honorable Mark Bellamy a été récemment nommé nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Kenya. L'ambassadeur Bellamy est un vétéran du service diplomatique avec 26 ans de carrière au département d'état américain. Il était auparavant directeur d'état adjoint pour les affaires africaines depuis le mois de juin 2001.Il a également exercé les fonctions de conseiller pour les affaires politiques à l'ambassade des Etats-Unis en Afrique du Sud, et celles de responsable politique de l'ambassade Américaine au Zimbabwe.

L'ambassador Bellamy a participé à plusieurs événements communautaires organisés par le CESA à Washington DC depuis la mise sur pied du Centre.

Le docteur Timothy W. Docking – États-Unis

Le docteur Docking a récemment été admis pour un an (2003-2004) au White House Fellows Program. Ce programme est le plus prestigieux des États-Unis dans le domaine du leadership et de la fonction publique. La carrière professionnelle du docteur Docking s'est concentrée sur l'étude du développement politique, de la formation de la société civile et de la résolution des conflits en Afrique et ses récentes recherches se sont axées sur le lien entre le SIDA et les conflits violents en Afrique, sur la politique étrangère des États-Unis pour l'Afrique et sur la guerre régionale en Afrique de l'Ouest.

Le docteur Docking a participé au Séminaire thématique de la santé et de la sécurité en mai 2002 à Dakar, Sénégal, en tant que responsable de programme et spécialiste des Affaires africaines de l'Institut de la paix des États-Unis.

Le Centre vous encourage à nous informer des différentes distinctions et promotions que vous avez reçues, du développement de nouveaux projets ect…, de façon à ce que nous puissions en faire part à vos collègues à travers le monde.Veuillez nous envoyer ces informations à l'adresse suivante: communityACSS@ ndu.edu

(suite de la page 1)

en Irak. Les efforts consentis sur les fronts diplomatique, économique et autres de cette guerre non conventionnelle ne sont que peu reconnus. Pour cette raison, certains pourraient s'inquiéter que la résolution des conflits, le développement et autres ne soient marginalisés à Washington DC. Au contraire, les États-Unis considèrent ces questions comme étant intimement liées.

Ce lien est clairement décrit dans la Stratégie américaine de lutte contre le terrorisme. " Nous ne triompherons pas uniquement, ni même essentiellement, par la supériorité militaire, " dit le document, mais en utilisant " chaque instrument du pouvoir national, qu'il soit diplomatique, économique, d'application de la loi, financier, informatique, de renseignements et militaire. " Par ailleurs, la tournée africaine effectuée par le Président Bush au mois de juillet était un signe évident que l'Afrique ne serait pas oubliée par les États-Unis dont les hauts fonctionnaires se plaisent à rappeler les cinq priorités pour l'Afrique à savoir l'expansion du commerce et des investissements, la bonne gouvernance et la démocratie, l'environnement, la résolution des conflits et la lutte contre le HIV/SIDA.

> "Nous ne triompherons pas uniquement, ni même essentiellement, par la supériorité militaire," mais en utilisant "chaque instrument du pouvoir national, qu'il soit diplomatique, économique, d'application de la loi, financier, informatique, de renseignements et militaire. "
>
> -- la Stratégie américaine de lutte contre le terrorisme

Conditions sous-jacentes

La stratégie nationale de lutte contre le terrorisme décrit une structure du terrorisme reposant sur des " conditions sous-jacentes " telles que la pauvreté, la corruption et autres facteurs et appelle à des mesures politiques diminuant ces conditions à l'étranger. " Les efforts américains actuels pour résoudre les conflits régionaux, encourager le développement économique, social et politique, encourager des économies de marché, une bonne gouvernance et l'état de droit, bien que n'étant pas nécessairement centrés sur la lutte contre le terrorisme, contribuent à le combattre en s'en prenant aux conditions sous-jacentes que les terroristes cherchent souvent à tourner à leur avantage ", explique le document. En ce sens, les efforts tels que l'intervention américaine au Liberia, le Millennium Challenge Account ou Fonds du millénaire et la promesse de dons de 15 milliards de dollars américains faite par le Président Bush pour lutter contre le HIV/SIDA sont autant de méthodes pour soutenir la guerre mondiale contre le terrorisme.

Malheureusement, certaines personnes de par le monde considèrent la guerre mondiale contre le terrorisme comme un effort uniquement américain. En réalité, les États-Unis collaborent avec des douzaines de pays, y compris de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Dans le " Rapport sur le terrorisme dans le monde en 2002 ", le Département d'État américain résume les actions entreprises pas plusieurs pays africains. (Des liens à ce rapport et à des documents afférents sont disponibles sur le site Web du Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique à l'adresse www.africacenter.org.)

Outre le fait d'accueillir le Groupe de travail conjoint pour la Corne de l'Afrique (Combined Joint Task Force-Horn of Africa), le gouvernement de Djibouti a fermé les institutions financières ayant des relations avec le terrorisme et a partagé des informations de sécurité précieuses. En mai 2002, l'Assemblée nationale du Mali a ratifié six conventions internationales visant le terrorisme. Le Mali a également travaillé en étroite collaboration avec les États-Unis sur l'Initiative pan-sahélienne pour le renforcement de la sécurité aux frontières. L'Afrique du Sud a adopté une loi en 2002 visant à créer une cellule de renseignements financiers chargée de la répression du blanchiment d'argent souvent utilisé par les organisations terroristes. La Tanzanie a travaillé avec les États-Unis et des organisations internationales telles que la Banque mondiale pour intensifier ses efforts antiterroristes. Parmi les autres pays et organisations mentionnés dans le rapport du Département d'État citons l'Union africaine, la CEDEAO, l'Angola, le Tchad, l'Éthiopie, le Kenya, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda et l'Ouganda.

Malgré ces dernières avancées, l'Afrique demeure encore un lieu choisi par les terroristes pour y perpétrer des attaques, se cacher ou recruter de nouveaux membres. L'Afrique compte plus d'États fragiles que n'importe quel autre continent. En outre, les systèmes de sécurité nationale inefficaces, les guerres civiles, les conflits religieux et ethniques, la corruption et bien d'autres facteurs font de ce continent un lieu privilégié par les terroristes. Ce pourquoi la coopération entre les États-Unis et les nations africaines est tout à fait cruciale pour le

Suite en page 7

Questions concernant la paix et la sécurité en afrique de l'ouest : Réponse de la CEDEAO

Dr Mohamed Ibn Chambas, Secrétaire exécutif, CEDEAO

[Note de l'éditeur : cet article est le résumé de la communication présentée par le Dr Chambas lors de la Conférence des ministres ouest africains qui a eu lieu en juillet au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Pour vous procurer le texte complet, veuillez visiter le site, www.africacenter.org].

Depuis dix ans ou plus, l'Afrique de l'Ouest est littéralement gangrenée par des conflits et une instabilité dont le Libéria fait figure d'épicentre. La crise et l'instabilité propres au Libéria se sont en quelque sorte propagées et communiquées au Sierra Leone, à la Côte d'Ivoire et, dans une certaine mesure, à la Guinée. Les pays de l'Union du fleuve Mano ont donc vu se produire un cercle vicieux de violence avec, pour conséquence, une catastrophe humanitaire considérable. Dans ces pays, plus d'un million de personnes ont été tuées au cours des douze dernières années, et plus de trois millions ont été déplacées ou réfugiées. À l'heure actuelle il y a plus de cinq cent mille réfugiés en Guinée, qui figure donc parmi les premiers pays d'accueil de réfugiés du monde.

Ces conlits ne sont pas internes mais sont imbriqués. Et si les causes n'en sont pas les mêmes, ils ont incontestablement les mêmes effets et conséquences.

La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été créée en 1975, avec pour objectif de promouvoir la coopération, l'intégration et la mise en place d'une union économique en Afrique de l'Ouest en vue d'améliorer les conditions de vie socioéconomiques des peuples ouest africains. L'association, originellement fondée sur une approche économique, devait vite découvrir que le développement et la sécurité des peuples sont étroitement liés. Ainsi, le IVe Sommet extraordinaire de la CEDEAO le 17 décembre 1997, et approuvé la mise en œuvre d'un mécanisme de résolution des conflits applicable au sein de la CEDEAO.

Enjeux et voie à suivre

Pour atteindre ses objectifs, la CEDEAO doit analyser les causes systémiques et structurelles de conflits violents et de leurs implications mutuelles, postuler, formuler et mettre en œuvre des stratégies propres à surmonter les obstacles à la paix.

La CEDEAO doit mettre au point des stratégies d'appréhension de situations caractérisées par une administration inefficace, la violation impunie des droits de l'homme, la polarisation des conflits en fonction de facteurs ethniques et religieux, des troubles qui se communiquent d'un côté à l'autre des frontières, des actes de banditisme et de criminalité pure, la violence sociale, le commerce illégal de minéraux et d'autres ressources naturelles, le trafic de drogue et la contrebande d'armes visant à financer mercenaires et conseillers militaires importés en grand nombre de l'étranger. Tous ces éléments sont imbriqués dans un cercle vicieux d'hostilités.

Confrontée à ces enjeux, la CEDEAO a dû chercher des solutions à de nombreuses difficultés : en premier lieu, celle de la rareté des ressources. Que peut, en effet, la volonté politique quand le plus souvent les États sont dépourvus des ressources indispensables à une contribution et une participation effectives ? Un autre obstacle important est la faible harmonisation des politiques des États ouest africains concernant leurs doctrines de défense et de sécurité, la promulgation de lois nationales d'application et, de façon générale, les problèmes logistiques.

Afin de surmonter ces obstacles, la CEDEAO concentre ses efforts sur plusieurs cibles : mécanismes et principes du NEPAD et de la Conférence sur la coopération, la sécurité, la stabilité et le développement (CSSD) de l'Union africaine (UA) ; apport et coopération de la société civile ; partenariats stratégiques avec des gouvernements/organisations donneurs d'aide, autres institutions multilatérales et divers groupements internationaux, ainsi que différentes initiatives de coordination et de coopération des États ouest africains en vue de résoudre les conflits - c'est-à-dire l'harmonisation des formations, des équipements et des doctrines militaires.

Le Dr.Chambas, prononçant un discours pendant le symposium de l'Afrique de l'Ouest du Centre d'etudes stratégiques de l'Afrique.

Il est grand temps de mettre un terme à la crise libérienne. Nous invitons nos partenaires et amis à se joindre à nous afin de faire du Libéria en particulier, et de l'Afrique de l'Ouest en général une zone dépourvue de conflit.

Dans ce numéro, nous présentons une brève vue d'ensemble des intérêts américains concernant la sécurité en Afrique subsaharienne, les objectifs stratégiques du Département de la Défense dans la région, ainsi que les outils utilisés en vue de remplir ces objectifs. Les prochains numéros traiteront majoritairement de la politique américaine concernant des zones, des pays ou des sous-régions caractérisées par des problèmes spécifiques.

La stratégie américaine de sécurité pour l'Afrique subsaharienne

" En Afrique, promesse et opportunité voisinent avec maladie, guerre et pauvreté absolue, menaçant directement une valeur américaine sacrée - préserver la dignité humaine - en même temps que notre priorité stratégique - combattre le terrorisme mondial. En conséquence, les intérêts américains et les valeurs américaines conduisent sur une même voie et nous allons tous coopérer avec d'autres pays afin de faire de l'Afrique un continent libre, pacifique et prospère ".

— Stratégie de sécurité nationale américaine, septembre 2002

Les intérêts américains en Afrique subsaharienne sont fréquemment sollicités, car ils concernent immédiatement des causes humanitaires ou socioéconomiques. Ces problèmes - qu'il s'agisse de la protection des droits de l'homme comme de la lutte contre le VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses - sont des objectifs prioritaires pour l'Administration Bush. Les intérêts stratégiques régionaux n'en sont pas moins souvent sous estimés. L'Afrique subsaharienne constitue donc pour les Etats-Unis un ensemble crucial de questions de sécurité.

La pauvreté, la corruption, les institutions gouvernementales faibles qui handicapent de nombreux pays africains les rendent vulnérables aux réseaux terroristes. Pour assurer la victoire de la Guerre mondiale contre le terrorisme, les Etats-Unis et leurs partenaires doivent combattre les organisations terroristes et s'attacher à démanteler leurs structures. Ils doivent aussi s'attaquer aux causes fondamentales qui entretiennent ces réseaux : corruption, instabilité politique, incapacité de voter de larges couches de population, enfin pauvreté. En conséquence, une Afrique démocratique, sûre et prospère est une réponse directe aux intérêts des Etats-Unis et de la Guerre mondiale contre le terrorisme.

En outre, les Etats-Unis ont en Afrique d'importants intérêts économiques. À l'heure actuelle, l'Afrique fournit à peu près 15 % du pétrole américain - pour un montant égal à celui des importations du Moyen-Orient. Compte tenu des problèmes d'instabilité du Moyen-Orient et de la baisse de la production pétrolière nationale et selon les experts, d'ici 2015 l'Afrique pourrait fournir 25 % du pétrole américain. L'Afrique possède également les premières réserves mondiales d'or, de diamants, de cuivre, de bauxite, de même que d'uranium, de manganèse et de cobalt - matières toutes essentielles pour l'industrie américaine.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, les Etats-Unis ont en Afrique d'importants intérêts militaires. Depuis la fin de la Guerre froide, les forces militaires américaines ont mené en Afrique subsaharienne plus de 30 opérations dictées par les circonstances. Dans un environnement où les ressources militaires américaines sont déjà déployées en raison d'engagements mondiaux, il est utile aux Etats-Unis de jouer un rôle plus actif dans la prévention des conflits, ou dans leur arbitrage s'ils se déclarent ouvertement.

Compte tenu de ces préoccupations stratégiques, il est dans l'intérêt du Département américain de la Défense de rester activement engagé au côté des Gouvernements alliés et partenaires, des puissances régionales clés et des organisations régionales afin de promouvoir la mise en place d'un environnement sûr en Afrique subsaharienne. À cette fin, le Département de la Défense s'attache à investir des ressources dans la lutte contre le terrorisme et à promouvoir la stabilité nécessaire au renforcement des libertés démocratiques et de la prospérité économique. Le Département de la Défense a pour cela recours à de multiples outils de coopération en matière de sécurité, sur lesquels il s'appuie pour remplir ses objectifs stratégiques. Il s'agit plus précisément d'actions conjointes de formation et d'exercice en relation avec le maintien de la paix, l'aide en cas de catastrophe, les manœuvres navales ; et aussi les programmes d'aide humanitaire, comme les activités de déminage, l'aide apportée dans le domaine de l'ingénierie ou l'aide médicale. On citera encore des activités d'aide au maintien de la sécurité, dont une éducation et une formation militaires internationales et des programmes de financement militaire à l'intention d'autres pays, ou encore des

contacts directs entre forces armées et des programmes conjoints d'éducation, tels ceux proposés par l'Université de défense nationale et le Centre africain d'études stratégiques.

Dans une perspective élargie, ces programmes visent à promouvoir des démocraties stables et prospères, à développer des organisations militaires professionnelles sous contrôle civil, ainsi qu'à favoriser le développement d'une puissance militaire tant à l'échelon national que régional. Identiquement, le Département américain de la Défense s'attache à promouvoir à l'échelle du continent africain des pays démocratiques capable de prévenir régionalement les conflits ou de s'y opposer, de même que de faire échec au terrorisme mondial.

Le nouveau directeur prend la relève à la tête du CESA

(suite de la page 1)

nant la politique américaine en matière de sécurité pour les Africains. Si les politiques du Département de la Défense (DoD) à l'égard de l'Afrique sont claires et établies, les dirigeants africains n'en ont pas forcément connaissance et ne les comprennent pas toujours. Le nouveau directeur considère le CESA comme un instrument permettant d'explorer les implications des politiques du DoD et de " clarifier ces points pour nos amis africains ".

Il est également vital que le CESA communique avec d'autres organismes au sein du gouvernement américain. " Le CESA occupe une position privilégiée pour faire comprendre l'importance stratégique de l'Afrique aux États-Unis et faire passer le message à Washington DC ", a déclaré Fulford. Dans le cadre de ces efforts, le général Fulford oeuve au sein du Africa Policy Advisory Panel du Département d'État qui participe à l'examen de la politique américaine à l'égard de l'Afrique.

Le dernier poste qu'a occupé Fulford au sein du Corps de Marines des États-Unis était celui de commandant adjoint du Commandement européen des États-Unis (USEUCOM), une fonction qui lui a permis de connaître en profondeur les affaires américano-africaines et d'effectuer de fréquents voyages sur le continent. Il a pris sa retraite au début de l'année 2003 avec le grade de général.

Calendrier du Centre

12-17 Octobre 2003 –

Séminaire thématique sur le contre-terrorisme en Afrique du nord et de l'ouest; Bamako, Mali

Décembre, 2003 –

Réunion d'information au profit des diplomates africanistes, dans les locaux du Centre, Arlington, VA, E-U

9 -20 Février, 2004 –

Séminaire pour hauts responsables

L'Afrique et la Guerre mondiale contre le terrorisme

(suite de la page 4)

succès de la guerre mondiale contre le terrorisme et le développement continu de l'Afrique.

Séminaire thématique sur le contre-terrorisme

Le prochain séminaire thématique sur le contre-terrorisme du Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique ouvrira la voie à ce type de coopération. Le séminaire, qui se tiendra du 12 au 17 octobre 2003 à Bamako, Mali, se concentrera sur la dynamique croissante du terrorisme en Afrique du nord et de l'ouest et sur la meilleure façon de contrer cette menace qui pèse sur la sécurité et la stabilité sous-régionales. Le séminaire réunira environ 60 participants de haut niveau, ce compris des dignitaires civils et militaires des quatre pays de l'Initiative pan-sahélienne, à savoir du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger, ainsi que des représentants d'Algérie, du Maroc, du Nigeria et du Sénégal. L'Europe, les États-Unis, les organisations internationales et régionales et la société civile seront également présents.

Le Centre dit au revoir et merci au Dr. Nancy J. Walker

Le Dr. Walker est arrivée au terme de ses fonctions comme directrice du Centre de l'Afrique à la fin du mois d'août dernier. Le cabinet du ministre de la défense n'a pas encore communiqué quelles seraient ses nouvelles responsabilités à venir.

Le Dr.Walker a été un des acteurs primordiaux à la création du Centre de l'Afrique en lui donnant sa véritable dimension, et en étant à la tête de la conception des ses programmes. Elle a par ailleurs constitué une équipe d'experts internationaux tant militaires que civils, aussi bien qu'universitaires, de responsables politiques et experts en logistique. Cette équipe a contribué à bâtir la communauté du Centre, faite de civils et de militaires professionnels. Elle a en cela aidé à promouvoir le message du Centre de l'Afrique vers les differents cercles politiques et académiques, aux Etats-Unis, en Europe, et en Afrique.

Plusieurs des programmes et activités actuels du Centre ont été rendus possibles grâce à sa conception et sa dévotion quant à l'avenir des relations entre les Etats-Unis et l'Afrique.

Le Docteur Walker, lors du symposium ministeriel sur l'Afrique de l'Ouest en juillet 2003, s'adresse aux auditeurs. Au cours de ce dernier séminaire qu'elle présidait comme directrice du CESA, le docteur Wlaker n'a pas manqué de saisir l'occasion de remercier personnellement les auditeurs, dont bon nombre d'entre-eux ont été des amis et des fervents soutiens du Centre depuis sa création.

Etes-vous en ligne avec le Centre?

Le bulletin est aussi disponible par courrier electronique et sur le site du Centre de l'Afrique.

Si vous préferez recevoir le bulletin par courrier électronique ou désirez apporter des changements à vos coordonnées , n'hésitez pas à prendre contact avec le Centre de l'Afrique.

Téléphone: 001-703-602-2830
Télécopieur:001-602-602-2879
Addresse électronique:
communityACSS@ndu.edu

Le Centre de l'Afrique vous encourage a visiter le site (www.africacenter.org), a prendre contact avec le Centre, a lire le bulletin et à profiter des autres services offerts par notre site tells que :

- ⇨ Les coordonnées des membres de la communauté du Centre de l'Afrique.
- ⇨ Des informations concernant plusieurs sujets divers traitant de la politique des Etats-Unis ou de l'Afrique.
- ⇨ Des articles écrits par des membres de la Communauté
- ⇨ Informations sur les programmes du Centre
- ⇨ Des informations à propos des membres de la communauté- distinctions, promotions, réussite, ect…
- ⇨ Des liens pour des dizaines d'autres sites traitant de sujets liés aux Etats-Unis et à l'Afrique.
- ⇨ Et davantage!!!